

KARIM TABOU À DRAÂ-BEN-KHEDDA :**«Le pouvoir use de la ruse et du mensonge»**

Pour Karim Tabou, venu, samedi dernier, à Draâ Ben Khedda à l'occasion de la relance des activités de la section communale du FFS, le changement politique en Algérie est un processus inéluctable que le pouvoir cherche à bloquer ou à transformer à son profit.

D'emblée, le premier secrétaire national du FFS disqualifie la démarche du pouvoir qui, selon lui, louvoie et cherche à gagner du temps. Le processus de réformes promises et engagées sous la pression internationale et d'une conjoncture politique régionale sur fond de révoltes populaires contre les régimes en place n'est qu'un leurre destiné à tromper la vigilance de l'opinion nationale et internationale.

Karim Tabou doute du sérieux des réformes promises par le pouvoir, fermé, selon lui, au changement et à l'ouverture. «Le pouvoir a toujours rusé et usé du mensonge», comme en témoignent les consultations menées par la commission Bensalah et auxquelles ont été conviés de «faux partis politiques et une fausse société civile».

Une démarche qui vise à tromper les citoyens qui sont, selon Tabou, échaudés par les exercices précédents et qui les placent dans

le doute et la suspicion. «La méthode suivie n'est pas la bonne», martèlera-t-il, estimant que le changement ne doit pas passer par la modification des lois.

«Il faut d'abord appliquer celles qui existent», énumérant, dans la foulée, les violations récurrentes des différents textes constitutionnels mis en place depuis l'indépendance.

«Il n'importe pas de changer les lois, si ceux qui les rédigent sont les premiers à les violer», avertira le premier secrétaire du FFS qui s'est adonné à un décryptage du dessous des cartes des réformes proposées par Bouteflika. Il estimera, dans ce sens, que la révision de la loi électorale vise la création de nouveaux équilibres et le contrôle du champ politique. Il en va de même pour les correctifs qui seront apportés aux textes relatifs aux partis politiques et qui ont pour objectif la création de nouveaux rapports de



Photo : Samir Sid

Karim Tabou doute du sérieux des réformes promises par le pouvoir.

force favorables au pouvoir. Bref, il y a suffisamment de preuves qui permettent à Tabou de douter des intentions du président de la République et du pouvoir qui, dans un contexte régional favorable au changement, veulent donner l'illu-

sion du changement. «Il y a une théâtralisation qui vise à donner l'illusion du changement», ironisera l'orateur pour qui le régime temporise et joue la montre.

Les prochaines élections présidentielles en France et aux Etats-

Unis et les préoccupations sociales des Algériens fondent ce calcul du régime qui veut diluer le désir de changement exprimé par la société.

Tabou s'est félicité du fait que les idées proposées depuis longtemps par le FFS pour une réelle ouverture politique fassent l'unanimité au sein de la majorité des forces acquises pour le changement, à l'égard desquelles il n'a pas manqué de marquer la différence de son parti, posant les conditions pour un engagement politique commun.

Le premier secrétaire du Front des forces socialistes, qui plaide pour une autre manière de faire de la politique, s'est dit favorable à un partenariat basé sur des principes et des valeurs fondées sur l'instauration de la confiance avec les citoyens.

«C'est le peuple qui convoque les partis politiques et non l'inverse», dira-t-il, qualifiant d'«agitation» les appels à la mobilisation pour le départ du régime lancés par des organisations politiques et de la société civile en février dernier.

S. A. M

MOUVEMENT DE REDRESSEMENT DU FLN**Ça bouge à l'est du pays**

Les militants du mouvement de redressement du FLN de l'est du pays activent et multiplient les actions et les rencontres. Adoptant jusqu'à profil bas, ils ne comptent pas se laisser faire et privilégient «un travail de proximité auprès de la base militante du vieux parti, afin disent-ils, de conquérir davantage de sympathisants à leur cause».

Réunis en conclave régional à Constantine, samedi dernier, les coordinateurs du mouvement de redressement et d'authenticité du Front de libération nationale (FLN) des wilayas de l'est du pays s'organisent et préparent la riposte contre les «affairistes et autres individus qui n'ont de militant que le nom».

Commentant les derniers événements qui se sont produits à Constantine lors

d'un meeting de M. Belkhadem, les redresseurs se disent «inquiets et étonnés par le comportement irresponsable et regrettable d'une poignée de pseudo-militants aux velléités douteuses». Ils se disent outrés et scandalisés par les agissements du premier responsable du parti qui, selon les termes d'un communiqué diffusé hier, «ne se prive pas d'utiliser sa qualité de ministre d'Etat, représentant

personnel du président de la République pour mettre tous les moyens de l'appareil administratif et sécuritaire à son service». En témoigne, précisent les rédacteurs du document, la mobilisation des moyens de l'Etat et des services de sécurité à Constantine, Alger et Mascara pour les besoins de ses meetings.

Revenant sur les propos tenus par Belkhadem, selon lesquels l'échec de la rencontre de réconciliation incombe à M. Goudjil, tête de file des dissidents du FLN, ces derniers ont dénoncé avec force ce qu'ils qualifient de «mensonges et de désinformation distillés par les proches de Belkhadem sans scrupules

ni conscience à l'encontre des militants et cadres du mouvement de redressement».

Aussi, pour faire face «à l'instrumentalisation des structures du parti en perspective de l'échéance électorale de 2014 par tous les moyens illégitimes et illégaux par Belkhadem et son entourage», les présents à cette réunion ont réitéré leur attachement au contenu du communiqué de la Coordination nationale du mouvement de redressement du FLN du 29 janvier 2011 et renouvellent leur confiance et leur soutien à la direction du mouvement et à sa tête, Salah Goudjil.

Farid Benzaïd

ILS REVENDIQUENT LA RÉVISION DE LA GRILLE DES SALAIRES**Le personnel de l'Institut national de normalisation en grève illimitée**

Après la déposition d'un préavis de grève, les travailleurs de l'Ianor, Institut national de normalisation, ont entamé hier un mouvement de débrayage illimité.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Selon le secrétaire général du Conseil syndical de l'Ianor, affilié à l'UGTA, interrogé hier sur les lieux, la grève a été suivie à 80 % à son premier jour.

Les 20 % restant représentent le personnel vacataire que la loi n'autorise pas à faire grève. «Nous venons d'être alignés au SNMG après 14 mois de retard et nous estimons que cela est un droit indiscutable.

Donc inutile de l'évoquer lorsque nous revendiquons une augmentation salariale. Maintenant nous voulons une véritable révision de la grille des

salaires au même titre que les autres secteurs», a-t-il expliqué.

Selon toujours ce dernier, le DG a bloqué la paie de l'ensemble des fonctionnaires dont le versement ne dépasse pas d'habitude le 24 du mois et cela n'a fait qu'empirer les choses davantage.

«Après avoir tenu une assemblée générale, nous avons déposé un préavis de grève de dix jours, soit le 14 juin dernier. Le DG de l'institut avait anticipé ce mouvement de grève et la l'unique solution qu'il a trouvée pour répondre à nos revendications a été de bloquer nos salaires», a-t-il ajouté.

De leur côté, les travailleurs interrogés hier sur place affirment qu'en plus des salaires misérables qu'ils perçoivent, les conditions de travail sont de plus en plus impossibles à supporter.

C'est le cas de Malek Kerkouche, un fonctionnaire qui a 20 ans de service au niveau de l'Institut et titulaire d'un master qui affirme ne pas dépasser les 30 000 DA, les allocations familiales et les différentes primes en sus. «Je travaille toujours dans le même bureau et dans les mêmes conditions que j'ai trouvé lorsque j'ai intégré l'institut en 1991», a-t-il ajouté. Le droit à la promotion est devenu un tabou qu'il ne faut surtout pas évoquer.

Idem pour les ingénieurs de l'institut qui touchent entre 22 000 et 23 000 DA mensuellement et les chefs de département qui ne dépassent pas les 27 000 DA.

Enfin, le SG de l'Ianor affirme que la grève sera maintenue jusqu'à la satisfaction de leurs doléances.

M. M.

**ILS N'ONT ÉTÉ INVITÉS
NI AUX CONSULTATIONS
POLITIQUES NI AUX ASSISES
SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE
Les anciens condamnés
à mort 1954-1962
réagissent**

Exclue des assises nationales sur la société civile algérienne organisées sous l'égide du Cnes et aussi des consultations sur les réformes politiques coordonnées par le président du Conseil de la nation, l'Association nationale des anciens condamnés à mort 1954-1962 a réagi par des communiqués de presse.

Signés par le président de l'association Mostefa Boudina, les deux documents décrivent la «discrimination» et portent des «propositions». Dans sa missive adressée au président du Conseil national économique et social, M. Boudina, tout en se posant la question de savoir pourquoi cette instance ne l'a pas invité, a qualifié de «vicieusement douteuse et contestable de par les listes d'invités» la démarche de Mohamed-Seghir Babès.

Chose qu'il ne l'a pas empêché de formuler des propositions. Ainsi, il a suggéré la «création d'instances de coordination entre associations d'un même créneau ou nature d'activité au niveau des wilayas, des corporations et aussi un cadre national de coordination».

Il a également appelé à redéfinir les missions de la société civile et à la «rédaction d'une charte à laquelle doivent obéir toutes les organisations de la société civile en Algérie». M. Boudina a fait de même à l'adresse de Bensalah. Mais s'il a reproché à son président au Conseil de la nation (Mostefa Boudina est sénateur en exercice) de discriminer son association, il a soutenu la démarche de «Son Excellence, le frère Abdelaziz Bouteflika».

Et dans son communiqué, il s'est prononcé pour un système parlementaire. Il propose la dissolution du Parlement, la désignation d'un gouvernement de transition pour gérer les affaires courantes et préparer les élections de la nouvelle Assemblée.

Sur un autre plan, il recommande de prendre en considération l'exemple de la Turquie pour définir le rôle de l'Armée nationale et populaire, c'est-à-dire lui confier des missions de défense du territoire et la garantie du choix républicain.

M. Boudina a, par ailleurs, fait part de sa préférence pour la limitation des mandats présidentiels à deux et le «parachèvement du processus de réconciliation nationale, promulgation d'une loi portant amnistie fiscale». Et de recommander d'«accélérer la construction d'une nouvelle capitale».

L. H.